DIAL 3337

AMÉRIQUE LATINE - Agendas et cultures politiques dans les mouvements sociaux

Raúl Zibechi

vendredi 18 septembre 2015, mis en ligne par Dial, Raúl Zibechi

Cet article de l'Uruguayen Raúl Zibechi propose une analyse d'ensemble des mouvements sociaux latino-américains contemporains dont il met en évidence les points communs et les innovations. Texte publié par Noticias Aliadas le 3 novembre 2014.

Une radiographie sommaire des mobilisations les plus importantes des dernières années, comme les manifestations massives de millions de brésiliens dans 353 villes en juin 2013, peut contribuer à rendre visible les nouveaux acteurs clés de l'activisme social en Amérique latine. De ces manifestants, 84% n'avaient pas de proximité avec un parti, 71% participaient pour la première fois à des manifestations et 53% avaient moins de 25 ans [1].

Les mobilisations brésiliennes se sont focalisées sur le rejet de l'augmentation des prix du transport urbain, dans le cadre d'une lutte plus générale pour l'accès à la ville et contre la répression policière. L'organisation qui appelait à la manifestation, le Mouvement *passe livre* (MPL), est un petit réseau implanté dans des dizaines de villes et constitué de jeunes des classes moyennes qui étudient à l'université, qui se mobilisent chaque fois qu'il y a une hausse du tarif des transports (un des plus chers du monde). Au fil des années, le mouvement a évolué s'orientant vers la revendication d'un droit à la ville, qu'ils considèrent limité par le coût du transport et la spéculation immobilière [2].

Les mobilisations au Brésil présentent certaines similitudes avec le mouvement *Yo soy 132* [Je suis 132], lancé par les étudiants mexicains, qui ont exigé la démocratisation des moyens de communication durant les élections présidentielles de 2012 [3]. Bien que les deux mouvements se soient dispersés rapidement, les groupes qui ont été à la base des manifestations brésiliennes étaient organisés depuis longtemps et continuent leur action après le moment culminant des actions de rue.

Ces dix dernières années tant de mouvements ont surgi qu'il est difficile de tous les énumérer. Parmi les plus connus figurent le mouvement des collégiens et lycéens chiliens, rassemblé au sein de l'Assemblée coordinatrice des élèves du secondaire (ADES) ; les dizaines d'assemblées locales contre l'exploitation minière et le modèle extractiviste en Argentine, coordonnées au sein de l'Union des assemblées citoyennes ; les mouvements de résistance puissante contre l'exploitation minière dans le département de Cajamarca, au nord du Pérou, en particulier contre le projet Conga, auxquels prennent part les communautés indiennes andines, pour ne mentionner que trois cas différents. Il faudrait y ajouter une infinité de mouvements locaux comme l'assemblée Malouines lutte pour la vie, qui a réussi à freiner l'implantation de Monsanto dans une petite localité voisine de la ville de Córdoba (Argentine) [4]. Ou encore la forte résistance à la spéculation immobilière à Rio de Janeiro, exacerbée par le Mondial de football qui vient d'avoir lieu et les Jeux olympiques de 2016 [5].

Blocs sociaux et thématiques

Sur le continent, nous pouvons identifier, selon leur appartenance sociale, trois grands blocs de mouvements : les mouvements des Indiens, ceux des paysans et ceux des secteurs populaires urbains. Chacun d'entre eux est implanté dans des espaces différents et exprime, au départ, des revendications distinctes.

Les premiers, ancrés sur leurs territoires ancestraux, revendiquent la défense et la reconnaissance de ces territoires face à l'expansion de l'extractivisme minier agro-exportateur, mais exigent aussi l'auto-gouvernement sur la base de leurs us et coutumes, et le pouvoir de décider d'aspects centraux des politiques d'éducation et de santé qui affectent leurs peuples.

Les actions des mouvements paysans se concentrent sur le thème de la terre. Comme les Indiens, ils luttent contre l'agro-industrie, en particulier contre l'expansion des cultures de soja qui provoquent des migrations et polluent l'eau et les villages. Leur liste de revendications va de la réforme agraire (cas du Mouvement des sans terre au Brésil) à la demande de crédits pour la production et de justes prix pour leurs produits. Au cours des dernières années, certains de ces mouvements ont accru leurs mobilisations contre les conséquences des accords de libre-échange avec les États-Unis et vont jusqu'à exiger leur dérogation, comme c'est le cas de la Table nationale d'unité agraire et de dizaines d'organisations paysannes en Colombie [6].

Le troisième bloc est constitué par les secteurs populaires qui vivent en périphérie des grandes villes. Dans ces espaces, qu'elles appellent parfois aussi territoires, se rassemblent des familles qui ont été expulsées par l'agro-industrie, les guerres et les violences des paramilitaires, les narcotrafiquants, les militaires et la guérilla, mais aussi des travailleurs salariés dont les entreprises ont fait faillite durant la dernière crise économique et des migrants des pays de la région. Ils ont bâti leurs maisons grâce au travail familial, créé des espaces et des équipements collectifs (dans certains cas des écoles et des centres de santé), grâce à la coopération et la réciprocité (la *minga*). En général ce sont des familles qui gagnent de quoi survivre au sein de l'économie informelle, mais on trouve aussi des travailleurs mal rémunérés qui sont employés dans la construction, le travail domestique ou la vente ambulante.

Les revendications ont quelque peu évolué au cours des années. Si on devait leur trouver un point commun, ce serait le rejet des inégalités et la lutte pour des changements de type structurel. Cependant, nombre de ces mouvements commencent par revendiquer quelque chose de très simple – de pouvoir vivre. C'est ce que réclament, par exemple, Máxima Acuña Atalaya, sa famille et ses voisins : qu'on leur permette de rester sur les terres qu'ils ont achetées il y a 20 ans, que revendique maintenant une multinationale minière, dans le secteur de Laguna azul, sur les hauteurs de Cajamarca [7]. Le droit à la vie est également la revendication que des femmes et des personnes de la diversité sexuelle ont inscrit à l'agenda public de nombreux pays de la région, pour en finir avec l'impunité dont jouissent les responsables de féminicides et de crimes de haine.

Ainsi, les luttes pour l'eau, la terre et le droit au logement, même pour celles et ceux qui vivent dans des *favelas* et des campements précaires, sont présentes chez les paysans, les Indiens et les secteurs populaires urbains. Mais à mesure que ces revendications se transforment en mobilisations, du local jusqu'au national, elles sont confrontées aux différentes facettes de l'inégalité (de l'accès aux moyens de communication jusqu'à la représentation au sein du système politique). Sur ce point elles se heurtent à ce que le sociologue péruvien Aníbal Quijano a nommé la « colonialité du pouvoir », un schéma de relations asymétriques, de race, de genre et de génération, toujours au détriment des Indiens, des Noirs et des métis, et de façon particulière des femmes et des jeunes de ces secteurs sociaux.

La naissance de féminismes communautaires, populaires, indiens et afrodescendants fait partie de ce processus d'enracinement des mouvements au sein des groupes subalternes, ce qui témoigne de différences très nettes avec la première génération des féministes formées dans les universités et les partis politiques, et impliquées dans les ONG et les institutions [8]. Une caractéristique de cette nouvelle réalité est l'émergence de groupes de femmes (comme FEMUCARINAP [9]) qui ne se disent pas

féministes mais qui luttent pour l'émancipation des femmes.

Parmi les jeunes, on peut observer des processus similaires. En s'exprimant, par exemple, par le hip hop, les jeunes Noirs de villes comme Rio de Janeiro cherchent une place dans une société qui les exclut [10]. Les médias nés dans les *villas* de Buenos Aires, où des groupes de jeunes expriment leurs différences culturelles, témoignent de la politisation non domestiquée des jeunes pauvres dans les grandes villes latino-américaines [11].

Une nouvelle culture politique

Les cultures politiques qu'expriment ces mouvements sont aussi importantes que leurs revendications. Il s'agit d'aborder ce que ne disent pas les programmes politiques, ni les listes de revendications, ni les consignes qui agitent la rue. Nous savons qu'aujourd'hui les mouvements luttent contre l'extractivisme minier, agro-industriel et urbain, pour plus de libertés et de droits. Mais il importe aussi de voir comment ils le font, de quelle manière ils travaillent, comment sont organisées leurs forces au sein des collectifs et des groupes.

Les mouvements nouveaux révèlent d'autres modes d'organisation, une culture politique que le MPL résume par cinq caractéristiques : autonomie, horizontalité, fédéralisme, pris de décisions par consensus et apartisme (qu'ils différencient de l'antipartisme). En parallèle, ils se positionnent généralement contre un vaste éventail d'oppressions : de classe, de genre, de race et de génération, et en faveur de la défense de la nature. Presque tous les mouvements disposent de plusieurs identités, sans se limiter à une seule, une caractéristique des mouvements formés par les jeunes.

La série la plus récente de mouvements est née dans une période caractérisée par la crise du vieux patriarcat et la crise de légitimité des institutions fondées sur la représentation, comme les partis, les syndicats et les parlements. Dans les deux cas, les nouveaux sujets (les femmes et les jeunes en particulier) tendent à construire des organisations qui rejettent les hiérarchies, le type de structures gouvernées par des hommes, dans lesquelles les bases sont soumises aux directions et ont peu de possibilités d'obtenir que leurs opinions soient prises en compte.

Je voudrais souligner cinq aspects que j'estime communs à la majeure partie des mouvements les plus dynamiques et créatifs et qui constituent le noyau de la culture politique émergente au sein de l'activisme social et politique actuel.

– On crée des organisations de petite ou de moyenne taille, dans lesquelles les relations de face à face se substituent à la figure de la représentation dans les grandes organisations de « masses ». La préférence pour des groupes de taille réduite n'a pas empêché l'efficacité de la mobilisation. Dans ces groupes se créent des liens forts de camaraderie et de confiance, similaires à des liens de type communautaire. Ce sont ces liens qui font la force de l'action collective et la soutiennent dans la durée, et non les appareils bureaucratiques de caractère massif. Cela facilite le maintien de l'autonomie vis-à-vis de l'État et des partis.

– Pour coordonner les actions entre un grand nombre de groupes sont établies des coordinations ponctuelles, « légères », capables d'être sur pied en peu de temps et qui tendent à se défaire rapidement quand elles ne sont plus nécessaires. Cette particularité des collectifs de jeunes et de femmes déconcerte généralement les hommes porteurs de la « vieille » culture politique, car il y a un déphasage évident entre la capacité de mobilisation et la stabilité et visibilité des noyaux organisés.

– L'horizontalité, entendue comme l'inexistence de hiérarchies permanentes et fixes, est une des principales caractéristiques des modes d'action des mouvements actuels. Au lieu de représentants ils élisent des porte-paroles ; au lieu de dirigeants, ils nomment des personnes pour coordonner chaque réunion, chaque assemblée ou activité, qui souvent ne sont pas celles qui ont rempli cette fonction précédemment. Dans bon nombre de cas, apparaît la figure de la rotation des charges ou tour, propre aux cultures indiennes, bien que la plupart du temps on ne la nomme pas de cette façon.

– On perçoit un rejet évident d'un type de croissance destructeur de la nature ainsi que de la sociabilité entre les personnes. Ces mouvements rejettent la pollution et la croissance économique qui n'apporte pas de qualité de vie aux communautés. Dans certains cas ils adoptent la consigne du « Bien vivre » pour désigner le type de société à laquelle ils aspirent, bien que d'autres mouvements préfèrent parler de « socialisme ». Tous les mouvements ne rejettent pas le développementisme, bien qu'existe une tendance croissante à critiquer le modèle d'une croissance perpétuelle.

– Enfin, une des caractéristiques les plus novatrices de ces mouvements est qu'ils ne font pas seulement connaître leurs revendications aux États et aux gouvernements, ils créent aussi des espaces propres où ils commencent à construire des relations sociales qui diffèrent des relations hégémoniques. S'inspirant des communautés indiennes et des cultures de la jeunesse, ils s'efforcent de construire maintenant le monde dont ils rêvent.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 3337.
– Traduction de Françoise Couëdel pour Dial.
– Source (espagnol) : Noticias Aliadas, 3 novembre 2014.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la traductrice, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Secco, Lincoln, « As jornadas de junho », dans *Cidades rebeldes*, São Paulo, Boitempo, 2013.

[2] Legume, Lucas et Toledo, Mariana, « O Movimento Passe Livre São Paulo e a Tarifa Zero », 2011. http://passapalavra.info/2011/08/44857, consulté le 2 août 2013.

[3] Muñoz Ramírez, Gloria. *Yo soy 132*, México, Ediciones Bola de Cristal, 2011.

[4] De jeunes membres de l'assemblée ont créé son site web : http://ecoscordoba.com.ar/.

[5] Zibechi, Raúl. « Debajo y detrás de las grandes movilizaciones », *OSAL*, n° 34, Buenos Aires, CLACSO, novembre 2013, p. 15-36.

[6] « Declaración de las organizaciones campesinas de Colombia », 24 octobre 2011. http://prensarural.org/spip/spip.php?article6659.

[7] Voir : http://servindi.org/actualidad/90450.

[8] On peut consulter, entre autres, Gargallo, Francesca, *Feminismos desde Abya Yala*, Bogotá, Desdeabajo, 2012 ; Bidaseca, Karina et Vázquez, Vanesa, *Feminismo y poscolonialidad*, Buenos Aires, Godot, 2011 ; Rivera Cusicanqui, Silvia, *Bircholas*, La Paz, Mama Huaco, 2002.

[9] Federación Nacional de Mujeres Campesinas, Artesanas, Indígenas, Nativas y Asalariadas del Perú – en français : Fédération nationale de femmes paysannes, artisanes, indiennes, autochtones et salariées du Pérou.

[10] De Oliveira, Denilson. « Territorialidades no mundo globalizado : outras leituras da cidade a partir da cultura hip-hop na metrópole carioca », Niteroi, Universidade Federal Fluminense, 2006.

[11] *La Garganta Poderosa* [La Gorge puissante], revue mensuelle de la coopérative La Poderosa, a un tirage de 12 à 40 000 exemplaires. Voir http://lapoderosa.org.ar/.